

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Centrafrique: des dizaines de morts à Bria

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

RIEN ne s'arrange en République centrafricaine. En témoignent les violences meurtrières d'il y a quelques jours. Ainsi, des affrontements intercommunautaires entre miliciens pour le contrôle de ville de Bria, dans l'est de la Centrafrique, ont fait des dizaines de morts, ont indiqué hier le préfet de région et la Croix-rouge.

"Il y a une cinquantaine de morts. Certains corps ont été

directement enterrés par les familles, donc il est difficile de donner un chiffre précis", a déclaré à l'AFP le préfet de la Haute Kotto, Évariste Binguindji, présent sur place. Et le président de la Croix-rouge centrafricaine Antoine Mbaobogo a affirmé que "le bilan établi par le préfet me semble crédible". Précisant que son organisation avait elle-même établi dès lundi un bilan de 35 morts et 17 blessés.

Divers groupes armés et milices d'autodéfense se disputent le contrôle de Bria, cité riche en diamants, depuis que la Séléka, coalition de groupes rebelles, a pris le contrôle de cette partie du pays en 2012. Les affrontements ont commencé samedi soir et ont pris fin dimanche. Les forces de la mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) se sont alors déployées dans la ville. Les déplacés se comptent par milliers, selon les organisations humanitaires présents à Bria.

"Une médiation a eu lieu avec la Minusca, les autorités et les représentants des groupes armés. La ville est calme. Les groupes armés ont retiré leurs troupes du centre-ville et les déplacés commencent à revenir", selon le préfet.

"C'est un conflit entre groupes ethniques", avait déclaré dimanche le porte-parole de la Minusca, Vladimir Monteiro. "Cela fait suite à des affrontements au sein du FPRC", avait-il ajouté. Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), l'un des principaux groupes issus de l'ex-Séléka qui contrôlait la ville, s'est scindé ces derniers mois, selon plusieurs sources présentes sur place.

Les membres de l'ethnie Rounga, dont est issu le chef militaire du FPRC, Abdoulaye Hissène, et plusieurs de ses officiers, font désormais face à une alliance de deux autres ethnies présentes à Bria, les Goula et les Kara, parfois membres du FPRC. "L'alliance des Goula et des Kara a conquis presque toute la ville. Il y a des cadavres partout dans les rues. Le centre-ville est vide. Tous les Rounga ont fui", avait déclaré une source humanitaire.



Les populations déplacées de Bria après les violences du week-end dernier.

Brèves

Burundi: le parti au pouvoir change de visage, pas forcément de ligne

Au Burundi, la décision du président sortant Pierre Nkurunziza de ne pas se présenter à un quatrième mandat et le choix de l'homme du sérail candidat à sa succession, le général Évariste Ndayishimiye, ouvre la voie à une alternance au sommet de l'Etat lors de la présidentielle de mai.

Sénégal: appel à libérer un activiste antisystème en prison

Des organisations de défense des droits humains ont appelé hier à la libération "immédiate et sans condition" du militant antisystème sénégalais Guy Marius Sagna, en détention préventive depuis son arrestation lors d'une manifestation il y a deux mois. "Guy Marius Sagna est détenu dans un quartier de haute sécurité réservé aux terroristes et individus dangereux, ce qui est une atteinte à la dignité humaine et la présomption d'innocence", a déclaré le responsable de la Ligue sénégalaise des droits humains, Assane Dioma Ndiaye.

Portugal: un député d'extrême-droite pour le renvoi d'un collègue en Afrique

Le seul député d'extrême droite au Parlement portugais a fait scandale en proposant qu'une parlementaire noire soit "rendue à son pays d'origine" en Afrique de l'ouest pour avoir défendu la restitution des oeuvres d'art provenant des anciennes colonies. Dans son éditorial d'hier, le quotidien de référence Publico a qualifié d'"abjecte" la tirade d'André Ventura, le chef du parti Chega (Assez). "Je propose que la députée Joacine soit elle-même rendue à son pays d'origine." a écrit mardi André Ventura.

J.O.

Bozize entrevoit déjà la présidentielle

JO (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Les violences ayant fait plusieurs morts samedi et dimanche dernier à Bria, n'ont pas douché les ambitions de l'un des acteurs de la scène politique centrafricaine. En ce sens, l'ancien président François Bozizé a déclaré avant-hier que rien ne l'empêchait d'être candidat à la présidentielle de 2020, lors de sa première rencontre avec la presse depuis son retour en catimini à Bangui à la mi-décembre.

"Rien ne m'empêche d'être candidat (...) Rien ne m'empêche selon les textes officiels. Cela dépend de mon parti. C'est le congrès qui désigne les candidats" a fait valoir M. Bozizé, sans préciser ses intentions politiques à moins d'un an de la présidentielle prévue en décembre.

"Les événements concernant les antibalaka se sont déroulés en mon absence et tout le monde le sait", s'est défendu l'ancien chef de l'Etat, précisant qu'il allait prochainement demander aux Nations unies que



Photo: AFP

L'ancien président, François Bozize (cravate rouge) lors de sa rencontre avec l'actuel président Faustin-Archange Touadéra.

son cas soit étudié pour mettre fin aux sanctions prises contre lui. "Aujourd'hui, la situation a considérablement évolué et il ne me paraît absolument pas juste que je sois contraint de subir ces sanctions à perpétuité". Revenu en Centrafrique "dans un esprit d'apaisement", François Bozizé a demandé "solennellement pardon" pour "toutes les erreurs commises de sa part et tous les torts commis aux uns

et aux autres et qui auraient pu résulter de son action à la tête du pays". Le 14 janvier, l'ancien chef de l'Etat avait été reçu par le président centrafricain Faustin Archange Touadéra, probable candidat à sa réélection. Un tête-à-tête qui n'a pas complètement dissipé les tensions entre le KNK, le parti de François Bozizé, et la majorité présidentielle.